

gouvernements rétrogrades et fossilisés, qui sont incapables de se mettre au diapason de la pensée et de la science modernes.

C'est dans la tête des administrateurs que cela ne va plus, et l'on se refuse à tout remède. Quand on est bien assis dans un fauteuil rembourré, que tout va bien chez soi, qu'une certaine partie de la société est satisfaite du système, comme le sont les grandes institutions financières,—parce que ce système est une mine d'or pour elles, bien qu'il fonctionne au détriment de la masse du peuple—on peut s'attendre que le peuple y voie un jour. Et ce jour-là, ce sera une catastrophe épouvantable.

Les contestations des étudiants, et même les recommandations judicieuses des nouveaux partis politiques moins figés, sont autant de symptômes d'un malaise que ne sauraient faire disparaître les efforts même les plus désespérés d'une administration désuète et aucunement adaptée aux conditions des temps modernes.

• (5.50 p.m.)

Depuis le début de ce siècle, nous avons vu le grand capital industriel s'implanter au Canada et se développer avec un aussi magnifique succès pour lui-même que pour ses institutions millionnaires et milliardaires, et il est donc temps de se demander si tout ce déploiement de puissance et de production rencontre bien les aspirations légitimes de la population.

Les événements insolites des derniers temps ont forcé le gouvernement à présenter des lois insolites.

On se demande où l'on s'en va. On est perdu et tout le peuple a les yeux fixés sur le gouvernement, sur les 264 ministres et députés qu'ils ont élus démocratiquement pour diriger le pays. Cela comprend même les contestataires, ainsi que ceux qui ont voté en faveur des députés de l'opposition, y compris les impatients et les révolutionnaires qui cherchent à obtenir justice dans une société juste, au Canada.

Les événements insolites, qui nous forcent à adopter des lois insolites, méritent au moins qu'on les analyse, qu'on les étudie, afin de trouver leurs causes profondes. Voilà ce qu'on ne fait pas. Faisons un examen de conscience, car il faut bien reconnaître que si l'autobus glisse peu à peu dans le fossé, il faut réveiller le conducteur et non pas les passagers. Présentement, on essaie de réveiller les passagers, parce que le conducteur conduit mal, qu'il ne prend pas ses responsabilités pour atteindre le but fixé.

Il s'agit d'une image. Ordinairement, quand on prend l'autobus, aucun événement insolite ne se produit. Tout le monde parvient à destination et est satisfait du voyage accompli pour un prix convenu. Si l'autobus glisse dans le fossé, les passagers ont raison d'être mécontents et insatisfaits, de chercher le responsable et cet événement insolite et de réclamer au moins qu'on les conduise à la destination fixée au moment du départ.

Si, lors des dernières élections, les citoyens ont réclamé une société juste dans un Canada uni, ils s'attendent à vivre dans une telle société. Ils ont raison d'être mécontents s'ils constatent partout des injustices, de même qu'une mauvaise distribution qui fait que les riches deviennent plus riches et que les pauvres s'appauvrissent davantage. Ils ont également raison de déplorer le chômage, l'inflation, les privilèges exclusifs accordés aux

[M. Latulippe.]

grandes compagnies, la misère, l'indigence, l'insécurité et la pauvreté d'une trop grande partie de la population qui contribue, à sa manière, à la vie sociale, monétaire, économique et politique de toute la nation, selon ses moyens et ses capacités intellectuelles.

Les événements insolites des derniers mois nous imposent le devoir de nous frapper la poitrine et de faire un examen de conscience sur la manière dont nous avons pu conduire les affaires des 22 millions de Canadiens qui ont payé pour obtenir une société juste dans un Canada uni, à la demande du très honorable premier ministre actuel (M. Trudeau), qui semble faire tout son possible, mais qui est toujours limité dans son action par des coutumes, par des routines et par des influences connues ou cachées. Il nous appartient tous de l'appuyer afin de remettre le char de l'État sur la voie de la justice, de l'équilibre, de l'harmonie.

Monsieur l'Orateur, quand on administre un tout, il faut prendre soin de toutes ses parties, car, comme tous le savent, ce sont les parties qui composent le tout. Le Canada est un tout qui se compose de 21,500,000 Canadiens. A ces 21,500,000 citoyens, il faut accorder un revenu garanti. Partout, la production se partage en consommation et en capitalisation. Dans toute l'administration, les revenus égalent les dépenses et les profits. Si nous voulons une administration juste, il nous faut des revenus. Pour payer des impôts et vivre convenablement, il faut que chaque citoyen ait un revenu. Et si l'être vivant, dans la société, n'a pas de revenu suffisant pour combler ses dépenses, alors, le chômage et la misère non méritée que nous connaissons présentement existent.

Au nom de tous les Canadiens, je demande aux députés de réfléchir. Au nom de la justice, je leur demande d'assumer leurs responsabilités et d'établir un système équitable de justice fondé sur la réalité économique. Rien de cela n'a été prévu au budget et peu de députés travaillent à faire régner la justice sociale au Canada. J'en suis rendu à penser qu'ils ne font même plus preuve d'esprit social.

En 1970, la production était de l'ordre de 84 milliards de dollars. On devrait y trouver 63 milliards, au chapitre des dépenses, et 21 milliards à celui des profits. Les proportions de 75 et de 25 p. 100 devraient se retrouver au niveau de chaque administration individuelle, familiale, sociale, municipale, provinciale ou fédérale. Chacun devrait avoir sa part de cette production de 84 milliards. La consommation devrait s'élever à 50 milliards de dollars et le surplus de capitalisation, à 34 milliards. La capitalisation est trop importante pour permettre aux citoyens de vivre convenablement. Il faut en distribuer une partie dans la société. L'honorable ministre des Finances aurait dû annoncer une réduction du coût de la vie, qui est actuellement trop élevé, parce que des ambiteux capitalisent trop.

Le ministre aurait dû intervenir, mais, malheureusement, il défend encore les grands financiers. Il est l'ennemi de la population, parce qu'il n'assume pas ses responsabilités.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais il le faut, car il est 6 heures.

(La séance est suspendue à 6 heures.)